CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 72.088/2/V
du 12 septembre 2022

sur

un projet d'arrêté royal 'fixant les critères pour les associations professionnelles afin d'être désignées comme représentatives en exécution de l'article 7/1, § 7, de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 72.088/2/V
van 12 september 2022

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de criteria voor beroepsverenigingen om als representatief te worden aangewezen in uitvoering van artikel 7/1, § 7, van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen'

#LW-CGJWJFEBD-HCAIIUQ#

Le 16 août 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant les critères pour les associations professionnelles afin d'être désignées comme représentatives en exécution de l'article 7/1, § 7, de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 12 septembre 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Bernard BLERO et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 septembre 2022.

*

Op 16 augustus 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de criteria voor beroepsverenigingen om als representatief te worden aangewezen in uitvoering van artikel 7/1, § 7, van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 12 september 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 september 2022.

*

‡LW-CGJWJFEBD-HCAIIUQ‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Les articles 7/1 et 143/2 de la loi 'relative à l'exercice des professions des soins de santé' coordonnée le 10 mai 2015 (ci-après : « la loi coordonnée »), y ont été introduits respectivement par les articles 13 et 14 de la loi du 22 avril 2019 'portant modification de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice de professions des soins de santé', dont l'avant-projet n'a pas été soumis à la section de législation [1].

L'article 143/2 de la loi coordonnée dispose comme suit :

> « Art. 143/2. Les arrêtés royaux pris en exécution des articles 6 à 8 inclus sont promulgués après avis du Conseil fédéral des pharmaciens rendu soit de sa propre initiative, soit à la demande du ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.
>
> Lorsque le ministre demande un avis, le Conseil fédéral des Pharmaciens rend un avis dans les quatre mois.
>
> À l'expiration de ce délai, l'avis est considéré rendu » [2].

Tel que son champ d'application est défini, l'article 143/2 de la loi coordonnée est applicable à l'arrêté royal d'exécution de l'article 7/1, § 7, alinéa 2, de la loi.

Interrogé sur la question de savoir si le projet a été soumis à ce conseil, le délégué du Ministre a répondu qu'il n'y avait pas eu de possibilité de procéder à pareille consultation

> « gelet op het feit dat deze Raad zich [...] nog in de oprichtingsfase bevindt en tot op heden niet kan worden samengesteld ».

[1] L'avant-projet avait dans un premier temps été soumis à la section de législation et inscrit sous le numéro de rôle 64.620/2/VR mais il a été rayé du rôle à la demande du Ministre.

[2] Les développements de la proposition devenue la loi du 22 avril 2019 'portant modification de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice de professions des soins de santé', dont l'article 14 a inséré l'article 143/2 dans la loi coordonnée, contiennent la précision suivante :
« En plus de la création du Conseil fédéral, la proposition contient encore une disposition qui prévoit que pour chaque arrêté royal qui régit la profession de pharmacien, l'avis du Conseil fédéral est requis » (*Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, n° 54-3526/001, p. 17).
En ce sens également, le commentaire de l'article 15 de la proposition de loi, devenu l'article 14 de la loi adoptée du 22 avril 2019 :
« Cet article prescrit l'avis du Conseil fédéral des pharmaciens pour chaque arrêté royal régissant l'exercice de l'art pharmaceutique » (*ibidem*, p. 25).
Cet avis a donc bien été conçu comme devant être obligatoirement requis.

‡LW-CGJWJFEBD-HCAIIUQ‡

Le délégué du Ministre a encore précisé ce qui suit :

« Les membres ne peuvent pas encore être nommés, étant donné que nous devons attendre la publication des deux arrêtés d'exécution (sous les numéros 72.088 et 72.089).

Tant que les organisations représentatives n'auront pas été désignées, nous ne pourrons pas faire un appel aux associations professionnelles représentatives, universités et coupoles d'organisation de patients afin de récolter des candidatures en tant que membres du Conseil ».

Il faut certes postuler la cohérence du législateur, qui implique que le premier arrêté d'exécution de l'article 7/1, § 7, alinéa 2, de la loi précitée ne peut être pris de l'avis du Conseil fédéral des pharmaciens puisque celui-ci ne peut fonctionner tant que l'arrêté en projet n'a pas été adopté. Toutefois, afin de remédier à l'insécurité juridique qui résulte de la rédaction actuelle de l'article 143/2 de la loi coordonnée, il s'indiquerait de modifier cet article 143/2 afin d'excepter de l'obligation de consulter le Conseil fédéral des pharmaciens le premier arrêté royal pris en exécution de l'article 7/1, § 7, alinéa 2, de la loi précitée.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

À l'alinéa 3, il convient de compléter la date à laquelle l'accord de la Secrétaire d'État au Budget (et non « Ministre du Budget ») a été donné, à savoir le 28 juin 2022.

DISPOSITIF

Article 2

1. Dans la phrase introductive du paragraphe 1er, le mot « dispositions » et les mots « in de bepalingen onder » seront omis ; dans la version néerlandaise, les mots « a) tot en met d), » seront en outre déplacés après les mots « eerste lid, ».

Une observation analogue vaut pour la phrase introductive de l'article 3.

2.1. Aux termes de l'article 2, § 1er, 4°, pour être désignée comme représentative et le rester, l'association professionnelle doit, afin de pouvoir proposer des candidats des disciplines visées à l'article 7/1, § 2, alinéa 1er, a) à d), de la loi coordonnée, « s'adresser statutairement à tous les pharmaciens d'officine, pharmaciens hospitaliers, pharmaciens biologistes cliniques ou pharmaciens industriels, dans au moins *deux* des communautés visées à l'article 2 de la Constitution » (italiques ajoutés).

Par contre, aux termes de l'article 3, 4°, pour être désignée comme représentative et le rester, l'association professionnelle doit, afin de pouvoir proposer des médecins visés à l'article 7/1, § 2, alinéa 1er, e), de la loi coordonnée, « s'adresser statutairement aux médecins généralistes, médecins spécialistes de plusieurs spécialités médicales, candidats médecins généralistes et candidats médecins spécialistes, ou à l'une de ces quatre catégories isolément, dans

‡LW-CGJWJFEBD-HCAIIUQ‡

au moins *une* des communautés visées à l'article 2 de la Constitution » (italiques ajoutés). C'est en ce sens également qu'est rédigé l'article 6*ter*, § 1er, 4°, en projet de l'arrêté royal du 21 avril 1983 'fixant les modalités de l'agrément des médecins spécialistes et des médecins généralistes' pour ce qui concerne les critères de représentativité des associations de médecins et candidats médecins spécialistes et généralistes en vue de la désignation des médecins et des candidats médecins au sein du conseil supérieur des médecins spécialistes et des médecins généralistes (article 4 du projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrément des médecins spécialistes et des médecins généralistes', sur lequel le Conseil d'État a donné ce jour l'avis 72.087/2/V).

Il appartient à l'auteur du projet de vérifier si cette différence correspond à son intention.

Si tel est le cas, il doit être en mesure de la justifier au regard du principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination.

2.2. Si l'article 2, § 1er, 4°, du projet, était revu afin de prévoir, comme à l'article 3, 4°, du présent projet et à l'article 6*ter*, § 1er, 4°, en projet de l'arrêté royal du 21 juillet 1983, que l'association doit s'adresser statutairement aux pharmaciens concernés « dans au moins une des communautés », la question se poserait alors de savoir si cette rédaction traduit l'intention selon laquelle, s'agissant des Communautés française et flamande, c'est sur l'ensemble du territoire où s'exercent les compétences de ces communautés, c'est-à-dire tant en région bilingue de Bruxelles-Capitale que, respectivement, dans la région de langue française ou dans la région de langue néerlandaise, que les associations en question doivent « s'adresser statutairement » aux pharmaciens mentionnés.

Si tel est le cas, cette intention devrait être plus clairement exprimée.

Si tel n'est pas le cas, il est préférable, afin de traduire plus clairement l'intention poursuivie, d'utiliser dans le dispositif en projet l'expression « au moins une des régions linguistiques visées à l'article 4 de la Constitution » plutôt que l'expression « au moins une des communautés visées à l'article 2 de la Constitution ».

La même observation vaut pour l'article 3, 4°, du présent projet.

3. Le paragraphe 1er, 6°, impose aux associations professionnelles de « s'engager à mettre à disposition du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, la liste de ses membres et ses statuts » afin de pouvoir être désignées comme représentatives.

L'article 2:7 du Code des sociétés et des associations dispose comme suit :

> « § 1er. Sans préjudice du paragraphe 2 concernant la conservation électronique de la première version et des coordinations ultérieures des statuts, il est tenu, pour chaque personne morale, un dossier au greffe du tribunal de l'entreprise du siège de la personne morale.
>
> Le dossier visé à l'alinéa 1er tend à permettre aux tiers avec lesquels toute personne morale traite de vérifier que celle-ci est légalement constituée, qu'elle a le droit d'exercer ses activités, que ses organes de représentation ont le pouvoir de l'engager, et, dans une

#LW-CGJWJFEBD-HCAIIUQ#

société, si les associés ou actionnaires ont une responsabilité illimitée ou non. Il doit aussi permettre à tout intéressé de mettre en cause la responsabilité des membres des organes chargés de l'administration, de la surveillance ou du contrôle des personnes morales.

La personne morale est inscrite au registre des personnes morales, répertoire de la Banque-Carrefour des Entreprises.

§ 2. Le texte de la première version des statuts issue de l'acte constitutif et de la version coordonnée des statuts après chaque modification, visé aux articles 2:8, 2:9, 2:10 et 2:11, est conservé dans un système de base de données électronique consultable publiquement, qui fait partie du dossier de la personne morale et qui est géré, pour les statuts et leurs mises-à-jour qui découlent d'actes notariés reçus en Belgique, par la Fédération Royale du Notariat belge et pour les autres par une instance à désigner par le Roi ».

Les articles III.16, § 1er, 1°, et III.17 du Code de droit économique prévoient également que toute personne morale est inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises [3-4] et se voit attribuer lors de son inscription un numéro d'entreprise, lequel est un numéro d'identification unique [5]. En vertu de l'article III.31 du même Code, des données visées à l'article III.29, § 1er, inscrites dans la Banque-Carrefour des Entreprises sont accessibles par un site internet libre d'accès, lequel permet l'accès de l'administration aux données détenues par d'autres départements [6].

Il n'y a donc pas lieu de contraindre les organisations professionnelles à s'engager à mettre à disposition leur statuts dès lors que la publicité et l'accès à ceux-ci sont déjà organisés par la loi.

[3] Voir également l'article III. 18, § 1er, du même Code.

[4] Voir ainsi l'avis 62.397/4 donné le 22 novembre 2017 sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 1er mars 2018 'insérant un Titre VIII dans le Livre Ier de la Deuxième partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'agrément des Services et dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre' (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2017-2018, n° 993/1, pp. 9 à 11, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/62397), l'avis 59.761/2/V donné le 10 aout 2016 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2016 'relatif à l'octroi de l'aide au démarrage pour les groupements et organisations de producteurs dans le secteur agricole' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/59761) et l'avis 58.231/4 donné le 21 octobre 2015 sur un projet devenu l'arrêté ministériel de la Région wallonne du 28 janvier 2016 'relatif à la formation professionnelle en matière d'agriculture' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/58231).

[5] Voir dans le même sens l'avis 56.023/4 donné le 7 mai 2014 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 'portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/56023), l'observation sous l'article 61, l'avis n° 54.467/4 donné le 9 décembre 2013 sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 27 mars 2014 'modifiant certaines dispositions du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en créant des services d'aide et de soins aux personnes prostituées' (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2013-2014, n° 974/1, pp. 6 à 8, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/54467), l'avis 54.802/4 donné le 29 janvier 2014 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 'relatif aux modalités d'agrément et de fonctionnement des conseils cynégétiques' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/54802) et l'avis 54.859/4 donné le 27 janvier 2014 sur un avant-projet devenu le décret du 3 avril 2014 'relatif aux arts plastiques' (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2013-2014, n° 620/1, pp. 42 à 53, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/54859).

[6] Le numéro d'entreprise permet via la Banque-Carrefour des Entreprises la consultation des données enregistrées sur le site du SPF Justice. Voir, sur cet aspect, l'avis 44.526/4 donné le 9 juin 2008 sur un avant-projet devenu le décret de la Commission communautaire française du 5 mars 2009 'relatif à l'offre de services ambulatoires dans le domaine de l'Action, de la Famille et de la Santé' (*Doc. parl.*, Ass. Comm. Comm. fr., 2007-2008, n° 141/1, pp. 101 à 110, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/44526).

‡LW-CGJWJFEBD-HCAIIUQ‡

En outre, conformément à l'article 9:3, § 1er, alinéa 3, du Code des sociétés et des associations, toute ASBL

> « doit, en cas de requête orale ou écrite, accorder sans délai l'accès au registre des membres aux autorités, administrations et services, en ce compris les parquets, les greffes et les cours, les tribunaux et toutes les juridictions et les fonctionnaires légalement habilités à cet effet et doit en outre fournir à ces instances les copies ou extraits de ce registre que ces dernières estiment nécessaires ».

Il n'y a par conséquent pas non plus lieu d'imposer aux organisations professionnelles de s'engager à mettre disposition du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, la liste de leurs membres dès lors qu'une obligation d'accès au registre des membres à la demande de l'administration est déjà organisée par la loi.

Interrogée sur une question analogue dans le cadre de l'instruction de la demande d'avis portant sur le projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrément des médecins spécialistes et des médecins généralistes', sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis 72.087/2/V, la déléguée du Ministre a répondu ce qui suit :

> « We kunnen ermee akkoord gaan om deze bepaling te schrappen met het oog op een administratieve vereenvoudiging ».

La même observation vaut pour l'article 3, 5°.

*

‡LW-CGJWJFEBD-HCAIIUQ‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

De artikelen 7/1 en 143/2 van de wet 'betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen', gecoördineerd op 10 mei 2015 (hierna : "de gecoördineerde wet"), zijn daarin ingevoegd bij respectievelijk de artikelen 13 en 14 van de wet van 22 april 2019 'tot wijziging van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen', waarvan het voorontwerp niet voor advies aan de afdeling Wetgeving is voorgelegd.[1]

Artikel 143/2 van de gecoördineerde wet luidt als volgt:

> "Art. 143/2. De koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van de artikelen 6 tot en met 8 worden uitgevaardigd na advies van de Federale Raad voor de apothekers, uitgebracht hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de minister bevoegd voor Volksgezondheid.
>
> Wanneer de minister om het advies verzoekt, brengt de Federale Raad voor de apothekers zijn advies uit binnen vier maanden.
>
> Na het verstrijken van die termijn wordt het advies geacht uitgebracht te zijn."[2]

Het toepassingsgebied van artikel 143/2 van de gecoördineerde wet is aldus omschreven dat dit artikel van toepassing is op het koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 7/1, § 7, tweede lid, van de wet.

[1] Het voorontwerp was aanvankelijk aan de afdeling Wetgeving voorgelegd en ingeschreven onder het rolnummer 64.620/2/VR, maar is op verzoek van de minister van de rol afgevoerd.

[2] In de toelichting bij het voorstel dat geleid heeft tot de wet van 22 april 2019 'tot wijziging van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen', waarvan artikel 14 artikel 143/2 heeft ingevoegd in de gecoördineerde wet, staat de volgende precisering:
"Naast de oprichting van de Federale Raad bevat het voorstel nog een bepaling die voorziet dat voor ieder koninklijk besluit dat het beroep van apotheker regelt, het advies van de Federale Raad is vereist." (*Parl. St.* Kamer 2018-19, nr. 54-3526/001, 17).
In dezelfde zin staat in de toelichting bij artikel 15 van het wetsvoorstel, dat artikel 14 geworden is van de aangenomen wet van 22 april 2019:
"Dit artikel schrijft het advies van de Federale Raad voor Apothekers voor ieder koninklijk besluit dat de uitoefening van de artsenijbereidkunde regelt." (*ibidem*, 25).
Dat advies is dus wel degelijk opgevat als zijnde wettelijk verplicht.

‡LW-CGJWJFEBD-HCAIIUQ‡

Op de vraag of het ontwerp voorgelegd is aan die raad, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat er geen mogelijkheid is geweest om dat advies in te winnen

> "gelet op het feit dat deze Raad zich (...) nog in de oprichtingsfase bevindt en tot op heden niet kan worden samengesteld."

De gemachtigde van de minister heeft voorts de volgende toelichting gegeven :

> "Les membres ne peuvent pas encore être nommés, étant donné que nous devons attendre la publication des deux arrêtés d'exécution (sous les numéros 72.088 et 72.089).
>
> Tant que les organisations représentatives n'auront pas été désignées, nous ne pourrons pas faire un appel aux associations professionnelles représentatives, universités et coupoles d'organisation de patients afin de récolter des candidatures en tant que membres du Conseil."

De wetgever moet uiteraard coherent zijn, wat betekent dat het eerste besluit ter uitvoering van artikel 7/1, § 7, tweede lid, van de voornoemde wet niet kan worden vastgesteld na het advies van de Federale Raad voor de apothekers te hebben ingewonnen, aangezien die Raad niet kan functioneren zolang het ontworpen besluit niet is uitgevaardigd. Teneinde evenwel de rechtsonzekerheid te voorkomen die voortvloeit uit de huidige redactie van artikel 143/2 van de gecoördineerde wet, zou het aangewezen zijn om dat artikel 143/2 aldus te wijzigen dat voor het eerste koninklijk besluit dat wordt vastgesteld ter uitvoering van artikel 7/1, §7, tweede lid, van de voornoemde wet, bij wijze van uitzondering niet het advies van de Federale Raad voor de apothekers ingewonnen dient te worden.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

In het derde lid dient de datum te worden toegevoegd waarop de staatssecretaris voor Begroting (en niet "de Minister van Begroting") het ontwerp akkoord bevonden heeft, te weten 28 juni 2022.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. In de inleidende zin van paragraaf 1 moeten de woorden "in de bepaling onder" en "disposition" worden weggelaten; in de Nederlandse tekst dienen de woorden "a) tot en met d)," voorts verplaatst te worden zodat ze na de woorden "eerste lid," komen te staan.

Een soortgelijke opmerking geldt voor de inleidende zin van artikel 3.

2.1. Om als representatief te worden aangewezen en aangewezen te blijven, moet de beroepsvereniging, naar luid van artikel 2, § 1, 4°, om kandidaten van de disciplines bedoeld in artikel 7/1, § 2, eerste lid, a) tot d), van de gecoördineerde wet te kunnen voordragen, "zich statutair

‡LW-CGJWJFEBD-HCAIIUQ‡

richten tot alle officina apothekers, ziekenhuisapothekers, apothekers klinisch biologen of industriële apothekers, in ten minste *twee* van de gemeenschappen bedoeld in artikel 2 van de Grondwet" (eigen cursivering).

Artikel 3, 4°, daarentegen bepaalt dat, om als representatief te worden aangewezen en aangewezen te blijven, de beroepsvereniging, om artsen, bedoeld in artikel 7/1, § 2, eerste lid, e), van de gecoördineerde wet te kunnen voordragen "zich statutair [moeten] richten tot huisartsen, artsen-specialisten uit meerdere medische specialismen, kandidaat-huisartsen en kandidaat-artsen-specialisten, of tot een van deze vier categorieën afzonderlijk, in ten minste *een* van de gemeenschappen bedoeld in artikel 2 van de Grondwet" (eigen cursivering). Het ontworpen artikel 6*ter*, § 1, 4°, van het koninklijk besluit van 21 april 1983 'tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van artsen-specialisten en van huisartsen' is eveneens in die zin gesteld voor wat betreft de criteria inzake de representativiteit van de verenigingen van artsen en kandidaat-artsen-specialisten en kandidaat-huisartsen met het oog op de aanstelling van artsen en kandidaat-artsen bij de Hoge Raad van artsen-specialisten en van huisartsen (artikel 4 van het ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van artsen-specialisten en van huisartsen', waarover de Raad van State heden advies 72.087/2/V gegeven heeft).

De steller van het ontwerp dient na te gaan of dat verschil in de lijn ligt van hetgeen hij bedoeld heeft.

Indien dat het geval is, moet hij dat kunnen verantwoorden in het licht van het grondwettelijk beginsel van gelijkheid en non-discriminatie.

2.2. Mocht artikel 2, § 1, 4°, van het ontwerp aldus herzien worden dat daarin, net als in artikel 3, 4°, van het onderhavig ontwerp en in het ontworpen artikel 6*ter*, § 1, 4°, van het koninklijk besluit van 21 juli 1983, bepaald zou worden dat de vereniging zich statutair moet richten tot de betreffende apothekers "in ten minste een van de gemeenschappen", dan zou de vraag rijzen of die redactie de bedoeling weergeeft volgens welke, waar het om de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap gaat, de verenigingen in kwestie zich "statutair [moeten] richten" tot de vermelde apothekers op heel het grondgebied waar die gemeenschappen hun bevoegdheden uitoefenen, dat wil zeggen zowel het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad als respectievelijk het Nederlandse en het Franse taalgebied.

Als dat het geval is, moet die bedoeling duidelijker naar voren worden gebracht.

Als dat niet het geval is, is het raadzaam de juiste bedoeling duidelijker weer te geven door de formulering "ten minste een van de gemeenschappen bedoeld in artikel 2 van de Grondwet" te vervangen door de formulering "ten minste een van de taalgebieden vermeld in artikel 4 van de Grondwet".

‡LW-CGJWJFEBD-HCAIIUQ‡

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 3, 4°, van dit ontwerp.

3. Paragraaf 1, 6°, bepaalt dat de beroepsverenigingen maar als representatief kunnen worden aangewezen als ze "zich ertoe verbinden om hun ledenlijst en hun statuten ter beschikking te houden van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu".

Artikel 2:7 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen bepaalt het volgende:

> "§ 1. Onverminderd paragraaf 2 met betrekking tot de elektronische bewaring van de eerste versie en de latere coördinaties van de statuten, wordt op de griffie van de ondernemingsrechtbank van de zetel van de rechtspersoon, voor iedere rechtspersoon een dossier gehouden.
>
> Het in het eerste lid bedoelde dossier strekt ertoe derden waarmee elke rechtspersoon handelt of te maken heeft na te gaan of die rechtspersoon geldig is opgericht, of hij het recht heeft zijn activiteiten uit te oefenen, of zijn vertegenwoordigingsorganen het recht hebben hem te verbinden, en of, in een vennootschap, de vennoten of aandeelhouders al dan niet onbeperkt aansprakelijk zijn. Dit dossier stelt elke belanghebbende in staat de leden van de organen belast met het bestuur, het toezicht of de controle van rechtspersonen ter verantwoording te roepen.
>
> De rechtspersoon wordt ingeschreven in het rechtspersonenregister, onderdeel van de Kruispuntbank van ondernemingen.
>
> § 2. De in de artikelen 2:8, 2:9, 2:10 en 2:11 bedoelde tekst van de eerste versie van de statuten uit de oprichtingsakte en van de gecoördineerde versie van de statuten na elke wijziging, wordt bewaard in een openbaar raadpleegbaar elektronisch databanksysteem dat deel uitmaakt van het dossier van de rechtspersoon en dat, voor wat betreft de statuten en de bijwerkingen daarvan die voortvloeien uit in België verleden notariële akten, wordt beheerd door de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat, en voor de andere door een door de Koning aan te wijzen instantie."

De artikelen III.16, § 1, 1°, en III.17 van het Wetboek van economisch recht bepalen eveneens dat iedere rechtspersoon in de Kruispuntbank van Ondernemingen wordt ingeschreven[3-4] en bij zijn inschrijving een ondernemingsnummer krijgt, dat een uniek identificatienummer is.[5] Krachtens artikel III.31 van hetzelfde Wetboek zijn gegevens bedoeld in artikel III.29, § 1, en ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen, beschikbaar via een

[3] Zie ook artikel III.18, § 1, van hetzelfde Wetboek.

[4] Zie bijvoorbeeld advies 62.397/4 van 22 november 2017 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van het Waals Gewest van 1 maart 2018 'tot invoeging van een Titel VIII in boek I van het tweede deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de erkenning van de diensten en de voorzieningen voor de begeleiding van partnergeweld en gendergerelateerd geweld' (*Parl. St.* W.Parl. 2017-18, nr. 993/1, 9-11, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/62397), advies 59.761/2/V van 10 augustus 2016 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Waalse Regering van 27 oktober 2016 'betreffende de toekenning van de opstartsteun voor de producentengroeperingen en –organisaties in de landbouwsector' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/59761) en advies 58.231/4 van 21 oktober 2015 over een ontwerp dat heeft geleid tot het ministerieel besluit van het Waals Gewest van 28 januari 2016 'betreffende de beroepsopleiding inzake landbouw' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/58231).

[5] Zie in dezelfde zin advies 56.023/4 van 7 mei 2014 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 'ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van

‡LW-CGJWJFEBD-HCAIIUQ‡

vrijelijk toegankelijke website die de administratie toegang geeft tot de gegevens die andere departementen bijhouden.[6]

Er is dus geen reden om de beroepsorganisaties te verplichten hun statuten ter beschikking te stellen, aangezien de openbaarheid en de toegang tot die statuten al bij wet zijn geregeld.

Overeenkomstig artikel 9:3, § 1, derde lid, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen moet elke vzw bovendien

> "op mondeling of schriftelijk verzoek, aan de overheden, de administraties en de diensten, met inbegrip van de parketten, de griffies en de hoven, de rechtbanken en alle rechtscolleges en de daartoe wettelijk gemachtigde ambtenaren, onverwijld toegang verlenen tot het register van de leden en deze instanties bovendien de kopieën of uittreksels uit dit register verstrekken die deze instanties nodig achten."

Bijgevolg is er ook geen reden om de beroepsorganisaties te verplichten hun ledenlijst ter beschikking te stellen van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, aangezien de verplichting om, op verzoek van de administratie, toegang te verlenen tot het ledenbestand al bij wet is geregeld.

Op een vraag over een soortgelijke kwestie in het kader van het onderzoek van de adviesaanvraag met betrekking tot het ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van artsen-specialisten en van huisartsen' waarover de afdeling Wetgeving heden advies 72.087/2/V gegeven heeft, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "We kunnen ermee akkoord gaan om deze bepaling te schrappen met het oog op een administratieve vereenvoudiging."

---

gebouwen' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/56023), opmerking bij artikel 61, advies 54.467/4 van 9 december 2013 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van het Waals Gewest van 27 maart 2014 'tot wijziging van sommige bepalingen van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid door zorg- en hulpverleningsdiensten voor geprostitueerde personen op te richten' (*Parl. St.* W.Parl. 2013-14, nr. 974/1, 6-8, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/54467), advies 54.802/4 van 29 januari 2014 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 'betreffende de erkennings- en werkingsmodaliteiten van de jachtraden' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/54802) en advies 54.859/4 van 27 januari 2014 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 3 april 2014 'betreffende de beeldende kunsten' (*Parl. St.* Fr.Parl. 2013-14, nr. 620/1, 42-53, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/54859).

[6] Dankzij het ondernemingsnummer kunnen de gegevens die op de website van de FOD Justitie zijn opgeslagen, via de Kruispuntbank van Ondernemingen worden geraadpleegd. Zie wat dat betreft advies 44.526/4 van 9 juni 2008 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 5 maart 2009 van de Franse Gemeenschap 'betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid' (*Parl. St.* Verg.Fr.Gem.Comm. 2007-08, nr. 141/1, 101-110, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/44526).

‡LW-CGJWJFEBD-HCAIIUQ‡

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 3, 5°.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI Pierre VANDERNOOT

#LW-CGJWJFEBD-HCAIIUQ#